

Retour à l'école: Blanquer coincé par la rigueur du protocole sanitaire

Paris, 8 juin 2020 (AFP) -

Pris entre deux feux, le ministre de l'Education cherche l'équilibre entre un protocole sanitaire très strict et des familles qui souhaitent désormais accélérer le retour des enfants à l'école, un entre-deux qui pourrait durer jusqu'à l'été.

Critiqué pour avoir dit trop tôt que les enfants devaient retourner en classe, il est aujourd'hui accusé par certains de ne pas accélérer assez la reprise.

Malgré cela, en petit comité, Jean-Michel Blanquer estime avoir remporté une victoire: celle d'avoir inversé la critique.

Il faut dire que depuis le 11 mai et le début du déconfinement, la situation a changé.

A l'époque, l'accélération de la réouverture des établissements scolaires fait partie des sujets les moins massivement approuvés par les Français. Le retour à l'école est censé se faire de manière progressive et sur la base du volontariat.

De nombreuses familles, inquiètes de la situation sanitaire, décident initialement de ne pas y renvoyer leurs enfants.

Depuis, des études ont montré que les enfants ne semblent pas être les principaux propagateurs du coronavirus.

"On constate aujourd'hui que ça se passe plutôt bien pour les élèves qui sont retournés à l'école", déclare Rodrigo Arenas, coprésident de la première fédération de parents (FCPE).

"Des familles veulent y remettre leurs enfants et les directeurs sont maintenant pointés du doigt: on leur reproche d'accepter un tel ou un tel et pas un autre", déplore-t-il, plaidant pour une augmentation des capacités d'accueil grâce à l'utilisation d'autres lieux publics.

Selon les derniers chiffres du ministère, 1,8 million d'écopliers - sur un total de 6,7 millions - sont retournés à l'école mais rarement à temps complet. Au collège, ils sont 600.000 sur 3,3 millions.

Pour le moment, difficile de faire beaucoup mieux. En effet, les établissements scolaires sont contraints par un protocole sanitaire hyper strict, comme des règles de distanciation à respecter.

- "On ne bouge pas" -

Le gouvernement renvoie aussi la balle aux collectivités: "certaines mairies ont surinterprété le protocole sanitaire" et freinent le retour à l'école, a réprouvé vendredi la porte-parole Sibeth Ndiaye.

Jean-Michel Blanquer a notamment taclé la maire de Paris, Anne Hidalgo, dénonçant le fait que dans la capitale, ça semble "plus difficile qu'ailleurs".

Vendredi, l'enseignement privé catholique a cru voir un changement de paradigme en lisant dans la dernière circulaire du ministère un assouplissement des règles sanitaires puisqu'il n'était plus fait mention des 15 élèves par classe maximum.

Dans l'entourage du ministre, on dément tout allègement: "tant que ce n'est pas décidé au niveau national, on ne bouge pas". En clair, les autorités de santé doivent donner le la. Et dès qu'il le pourra, le ministère de l'Education embrayera.

"Si les autorités sanitaires nous permettent de desserrer la contrainte, on le fait tout de suite", assure-t-on de source proche du ministre.

La semaine dernière, M. Blanquer a dit espérer que le protocole pourrait être assoupli "bientôt". Tout en précisant que "tout de suite, ce serait trop tôt".

En fin de semaine dernière, il a soumis des projets d'allègement au conseil scientifique.

Son président, Jean-François Delfraissy, a estimé dimanche dans le JDD que les règles sanitaires pourraient être allégées d'ici fin juin, notamment pour "les repas, les récréations ou le sport".

Une troisième phase du déconfinement, à partir du 22 juin, pourrait peut-être permettre d'élargir un peu l'accueil des enfants volontaires. Mais ne resteraient alors que quelques jours de classe avant les vacances d'été.



PAYS :France
SURFACE :98 %
PERIODICITE :Quotidien



► 8 juin 2020 - Edition Fil Gen

De source ministérielle, le ministre de l'Education a désormais surtout la rentrée de septembre en ligne de mire.

"On ferait mieux de ne pas gaspiller nos cartouches pour seulement quelques jours en juin et réfléchir plutôt à comment mieux accueillir les enfants à la rentrée", approuve Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, le premier syndicat du primaire.

"En attendant, on ne peut pas aller plus vite. Rien ne dit, sur le plan médical, que le virus est derrière nous", insiste-t-elle.

ito-jmt/tib/mm

Afp le 08 juin 20 à 15 45.